



Les conséquences économiques des politiques commerciales et fiscales du gouvernement Trump.

Par [Prof Rodrigue Tremblay](#)

Mondialisation.ca, 14 novembre 2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

« Nous devons nous efforcer de favoriser la croissance du commerce international, et ne pas essayer de dresser des barrages au commerce, mais plutôt d'ouvrir les marchés étrangers et de ne pas fermer les nôtres ».

Le président Ronald Reagan (1911-2004), dans une allocution radiodiffusée à la Nation sur le commerce libre et équitable et le déficit budgétaire, le 16 mai 1987.

« Les véritables partisans du libre-échange considèrent le libre marché et le commerce, intérieur comme international, du point de vue du consommateur (c'est-à-dire de nous tous), tandis les mercantilistes du 16ème siècle ou ceux d'aujourd'hui, voient le commerce du point de vue de l'élite au pouvoir, c'est-à-dire une alliance entre le monde des affaires et le gouvernement ».

Murray Rothbard (1926-1995), économiste américain, (dans un article de 1983, «The NAFTA Myth», Mises Daily, 30 novembre 2013)

« ... Je pense que nous sommes aujourd'hui beaucoup plus en sécurité et j'espère qu'on ne verra pas [une autre crise financière] de notre vivant, et je ne crois pas que ce sera le cas. »

Janet Yellen (1946-), Présidente de la Réserve fédérale américaine, (déclaration faite le mardi 27 juin 2017, à Londres, Royaume-Uni)

Des changements soudains dans les politiques commerciales et fiscales, comme ceux que contemple le gouvernement étasunien de Donald Trump, sont de nature à perturber l'équilibre macroéconomique, surtout si de tels changements entraînent une poussée soudaine de l'inflation et une hausse rapide des taux d'intérêt. En effet, hausser les taxes à l'importation, rapatrier de l'étranger les profits des sociétés américaines et accroître simultanément le déficit budgétaire, lorsque l'économie tourne déjà à plein régime, est de nature à créer une inflation accrue, que ce soit du côté de la demande ou du côté de l'offre. Cela pourrait arriver beaucoup plus rapidement que ce que la plupart des gens anticipent, si toutes ces mesures étaient finalement adoptées par le Congrès américain.

Après 35 ans d'abaissement des taux d'inflation et de baisse des taux d'intérêt nominaux et réels depuis 1982, le vent est en train de tourner, en partie à cause des politiques populistes et protectionnistes proposées par le gouvernement Trump. Dans un contexte où des taux d'inflation accrus et des taux d'intérêt plus élevés ne sont pas pleinement anticipés, une politique de hausse des taxes à l'importation et des déficits budgétaires gonflés, au moment même où la banque centrale américaine s'apprête à hausser son taux

directeur, peuvent avoir un effet net de ralentissement sur l'économie. De plus, comme la récession de 2008-2009 s'est terminée en juin 2009, l'influence du cycle économique de 9,2 ans sur l'économie américaine ne peut être sous-estimée.

Voyons voir pourquoi.

1. La politique protectionniste de Donald Trump sera inflationniste

Pour Trump et ses conseillers, le commerce international est une sorte de jeu à somme nulle. C'est, à leurs yeux, une proposition de gagnant/perdant. Lorsque les pays concluent des accords commerce international, certains pays sortent « gagnants » et d'autres sortent « perdants ». C'est cependant là une théorie du commerce international qui a été complètement discréditée. En effet, rien ne peut être plus loin de la vérité parce que le commerce international, dans la plupart des cas, est plutôt une [proposition de gagnant/gagnant](#), laquelle fait en sorte que les travailleurs, les investisseurs et les consommateurs des pays gagnent à commercer.

Le commerce international est ce qui fait la prospérité des économies et tous les pays tirent profit du commerce international, à des degrés divers. La plupart des économistes s'accordent à dire que, dans le contexte actuel, le protectionnisme est une [voie sans issue](#), laquelle peut s'avérer dangereuse pour l'économie américaine et pour des partenaires commerciaux, tel que le Canada.

Cependant, le président américain Donald Trump semble vouloir implanter — à en juger par ses déclarations à tout le moins — un système de « commerce international administré » et d'une planification gouvernementale, de préférence bilatérale, et cela, non pas pour un secteur économique particulier pour des raisons sociales et économiques, mais dans tous les secteurs. Un tel système a été essayé dans l'ancienne [Union Soviétique](#), et ce système économique s'est effondré en 1991. En fait, Donald Trump semble vouloir répudier soixante ans de coopération économique multilatérale accrue entre les pays, basée sur les lois économiques et la comptabilité macroéconomique. Il souhaite adopter une approche [mercantiliste et protectionniste](#) dans les relations économiques internationales, à savoir la recherche d'un solde positif dans les échanges extérieurs — semblable à celle qui prévalait aux XVIIe et XVIIIe siècles en Europe. En d'autres termes, cela a été essayé plusieurs fois dans le passé.

Si le gouvernement de Donald Trump réussit à persuader le Congrès américain de jouer à l'apprenti sorcier avec le commerce international et l'investissement international, il en résulterait une contraction dans les flux de commerce international, la productivité du travail diminuerait et les coûts de production augmenteraient, des emplois seraient perdus, les revenus réels diminueraient même si certains salaires nominaux augmenteraient, l'inflation reprendrait et il en irait de même des taux d'intérêt nominaux. Ce ne serait qu'une question de temps avant que les économies nationales ne reviennent à une situation de [stagflation](#) semblable à celle qui prévalait dans les années 1970.

2. La situation commerciale des États-Unis.

En 2016, le déficit commercial total des États-Unis, en biens et services, s'élevait à 502 milliards de dollars. En effet, au cours de cette année, les États-Unis ont importé pour 2,711 milliards de dollars US de biens et de services, tout en exportant 2,209 milliards de dollars US.

La même année, les États-Unis accusaient un déficit de 750 milliards de dollars dans leur commerce de marchandises, mais enregistraient un excédent commercial de 248 milliards de dollars pour leur commerce de services (services financiers, assurances et services bancaires, redevances et droits de licence, transports et services aux entreprises, etc.). Cela montre que le secteur américain des services est très compétitif sur le marché mondial et qu'il est une source importante d'emplois. L'excédent dans le commerce des services couvre en partie le déficit du commerce de marchandises.

3. L'ajustement de la balance globale des paiements américains

Bien sûr, il faut aussi tenir compte des mouvements de capitaux. En réalité, la source des déficits commerciaux américains se trouve dans l'endettement extérieur des États-Unis. C'est un pays qui souffre d'un déficit chronique d'épargnes intérieures et qui doit, en conséquence, emprunter des capitaux des autres pays, sur une base nette, année après année. Ce sont ces emprunts nets auprès de prêteurs étrangers qui financent son déficit dans sa balance courante. Par le fait même, de tels emprunts permettent de maintenir élevé les dépenses de consommation américaines. En particulier, ces emprunts financent une part importante des énormes déficits budgétaires enregistrés année après année par le gouvernement américain. En 2016, par exemple, le déficit budgétaire gouvernement américain s'élevait à 552 milliards de dollars.

Ainsi donc, la raison principale pour laquelle les États-Unis, en tant que pays, enregistrent des déficits commerciaux, vient du fait qu'ils dépensent trop et n'épargnent pas assez. C'est le cas tout particulièrement du gouvernement central étasunien, dont les multiples guerres à l'étranger sont en grande partie financées à crédit. (Le coût de ces guerres depuis 2001 atteint, directement et indirectement, une somme astronomique qui dépasse [\\$ 5000 milliards](#) de dollars US).

Les États-Unis, dans leur ensemble, dépensent davantage que ce qu'ils gagnent, ce qui signifie qu'ils doivent, en tant que pays, emprunter auprès de prêteurs étrangers pour financer leur déficit extérieur. En d'autres termes, les États-Unis vivent au-dessus de leurs moyens. Or, les politiciens américains veulent baisser les impôts d'un montant égal à [1500 milliards](#) de dollars US, au cours des dix prochaines années, et accroître le déficit fiscal du gouvernement américain. Ils ne semblent pas voir le lien qui existe entre leur désépargne, d'une part, et leur endettement extérieur et leur déficit extérieur, d'autre part.

Le président Trump prétend vouloir corriger les déficits commerciaux en biens et en services de son pays en réduisant unilatéralement les importations américaines et en augmentant les exportations. Mais le commerce international est une voie à double sens : les pays paient pour leurs importations avec leurs exportations. Une telle approche du protectionniste pourrait facilement mener à des représailles et à même à des [guerres commerciales](#), et le résultat pourrait être catastrophique. Si cela se produisait, en effet, tout le système commercial international se contracterait et cela entraînerait un ralentissement économique mondial auquel aucun pays ne pourrait échapper.

Le gouvernement de Donald Trump devrait éviter de prendre des décisions irréfléchies concernant l'Accord de libre-échange nord-américain ([ALÉNA](#)), un traité commercial historique qui a pris des années à négocier et à mettre en œuvre. L'idée même de [mettre fin](#) unilatéralement à un accord commercial qui fonctionne bien, avec l'idée de repartir à zéro, est une proposition dangereuse. Cela pourrait avoir de graves conséquences économiques et politiques. C'est une voie qui comporte de nombreuses embûches

imprévisibles et ce n'est certes pas une approche sensée.

À la base, si un pays veut vraiment réduire son déficit commercial avec d'autres pays, il devrait cesser de s'endetter en empruntant à l'étranger et il devrait se mettre à épargner davantage. Imposer des taxes d'accise à la frontière et jouer avec d'autres politiques protectionnistes ne modifierait guère la cause sous-jacente des déficits extérieurs.

4. Le rôle du dollar américain dans les échanges internationaux pourrait être remis en cause

Une part du déficit commercial annuel des États-Unis avec le reste du monde résulte du fait qu'une grande partie du commerce international multilatéral est financée en dollars américains et que cette monnaie sert de monnaie de réserve pour de nombreux pays. Les autres pays paient les États-Unis pour l'utilisation de services bancaires en dollars américains. Ces revenus externes sont appelés [seigneurage](#). Cela permet aux États-Unis d'importer plus de marchandises qu'ils n'en exportent au cours d'une année donnée en empruntant des capitaux à meilleur taux.

En effet, les États-Unis, en raison de la taille de leurs marchés monétaires et financiers, sont les détenteurs d'une monnaie de réserve mondiale, le dollar américain. Cela garantit une forte demande pour les dollars américains et pour les instruments de dette américains. Imaginez quel serait le coût des marchandises importées aux États-Unis s'il y avait une baisse de la demande pour le dollar américain ?

Certains pays tentent depuis quelque temps de recourir à d'autres devises pour financer leur commerce international. Par exemple, la Chine a demandé à l'Arabie saoudite d'accepter sa monnaie, le [yuan](#), comme moyen de paiement pour ses importations de pétrole. De plus, le Fonds Monétaire international reconnaît aujourd'hui la monnaie chinoise comme monnaie de réserve internationale. Si les États-Unis devaient mettre fin à leur politique de coopération économique internationale, leur influence économique et financière diminuerait et un autre pays pourrait probablement prendre le relais.

5. Les politiques fiscales peuvent être inflationnistes si elles stimulent davantage une économie qui roule déjà à plein régime

Le gouvernement de Donald Trump et ses alliés républicains du Congrès souhaitent réduire substantiellement les impôts personnels et ceux des sociétés, et sont prêts à accepter une augmentation substantielle des déficits budgétaires annuels et de la [dette publique américaine](#). Et ironie, si cette politique budgétaire devait conduire à davantage d'emprunts à l'étranger, cela contredirait en partie les objectifs poursuivis par la politique commerciale protectionniste. En effet, une telle augmentation des emprunts américains à l'étranger renforcerait la valeur de la devise étasunienne, ce qui serait de nature à encourager les importations tout en nuisant aux exportations. Un déficit budgétaire plus important exercerait également des pressions sur les taux d'intérêt. Les marchés financiers (obligations et actions) en souffriraient et cela aussi aurait un effet récessionniste sur l'économie.

Tout cela se produirait alors que les [inégalités de revenu et de richesse](#) aux États-Unis sont les plus fortes depuis un siècle et qu'une [bulle spéculative](#) sur les marchés financiers peut éclater à tout moment.

Conclusion

Il serait dans l'ordre des choses que le gouvernement de Donald Trump coordonne ses politiques commerciale et fiscale. Il devrait y penser à deux fois avant de bouleverser de fond en comble le système actuel de commerce international et d'investissement internationaux, et il devrait veiller à ne pas surchauffer une économie qui fonctionne déjà à presque plein régime. Sinon, cela pourrait déclencher la [prochaine récession économique](#).

Professeur Rodrigue Tremblay

Le Prof. Rodrigue Tremblay est professeur émérite d'économie et de finance internationale à l'Université de Montréal.

On peut le contacter à l'adresse suivante : rodrigue.tremblay1@gmail.com.

Il est l'auteur du livre « [Le nouvel empire américain](#) » et du livre « [Le Code pour une éthique globale](#) ».

Prière de visiter son blogue en plusieurs langues à l'adresse suivante : <http://www.thenewamericanempire.com/blog.htm>.

Site Internet de l'auteur : <http://www.thenewamericanempire.com/>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof Rodrigue Tremblay](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Prof Rodrigue Tremblay](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca